

L'émergence de la crise alimentaire : quels enseignements ont été tirés en 2008 ?

Les causes de la crise alimentaire mondiale qui a frappé en 2008 ont déjà fait l'objet de nombreuses publications¹¹ et certains aspects méritent qu'on s'y attarde. Tout d'abord, la crise alimentaire est liée à la crise climatique. Ensuite, l'augmentation du prix des denrées alimentaires en 2008 n'a fait qu'exacerber une crise alimentaire bel et bien présente qui était le fruit de 25 années de désinvestissement dans l'agriculture dans les pays en voie de développement. Et enfin, la récession économique mondiale aggrave elle aussi la crise alimentaire.

A. Faire face à la pénurie : des ressources naturelles épuisées

En 2008, le Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale (WDR-2008), intitulé « *L'agriculture au service du développement* », a tiré la sonnette d'alarme au sein de la communauté internationale : « L'agriculture consomme 85 % des ressources mondiales en eau et le secteur contribue à la déforestation, à l'appauvrissement des sols et à la pollution. » Le problème de l'eau est à prendre particulièrement au sérieux. Selon le WDR-2008, un tiers de la population rurale des pays en voie de développement vit « dans des régions caractérisées par un stress hydrique fréquent qui limite la production agricole » et « de nombreux pays connaissent une précarité en eau déjà sérieuse qui s'intensifie ».¹³

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que 13,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont imputables à l'agriculture (2004). Si l'on y ajoute les émissions produites à la fois directement et indirectement par le système alimentaire, la contribution de l'agriculture pourrait se chiffrer entre 16 et 30 %. L'agriculture est également le premier secteur à pâtir du changement climatique. Par exemple, le GIEC a conclu qu'en Afrique subsaharienne, la production agricole pourrait diminuer de 50 % d'ici 2020.¹⁴

La pression qui ne cesse d'être exercée sur les ressources naturelles contribue à diffuser la compétition foncière. « L'accaparement de terres » se développe et défavorise les producteurs dépourvus de ressources : ils ne disposent ni du capital politique ni des moyens financiers qui leur permettraient de s'affirmer face aux grands propriétaires terriens, aux gouvernements locaux ou aux entreprises étrangères¹⁵ qui leur confisquent leurs terres. La production industrielle de matières premières énergétiques destinées aux agrocarburants a favorisé l'utilisation non durable des sols. Par conséquent, des populations sont déplacées et des écosystèmes fragiles subissent encore plus de menaces. En Indonésie par exemple, les plantations de palmiers à huile se développent à une vitesse rapide au détriment des forêts vierges et des moyens de subsistance des communautés locales.¹⁶

B. Une crise qui aurait pu être évitée

Le WDR-2008 n'a laissé planer aucun doute : les secteurs agricoles et ruraux ont souffert de la négligence et du manque d'investissement au cours de ces 25 dernières années. Bien que d'aucuns aient qualifié la crise alimentaire de 2008 de « tsunami silencieux » ou de « tempête idéale », suggérant en ces termes que rien n'aurait pu être fait pour l'éviter, il est impossible d'ignorer le rôle des politiques imparfaites dans l'affaiblissement de la résistance des communautés rurales du monde entier.

Au cours des dernières décennies, les mutations politiques fondamentales appliquées par les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire internationale (FMI) et promues par le cycle d'Uruguay des négociations commerciales de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) se sont inspirées de la foi dans les vertus d'auto-régulation des marchés libres. Les négociations commerciales internationales, largement encadrées par les Etats-Unis et l'Union européenne, se sont efforcées de développer le commerce et de libérer les marchés du joug des interventions gouvernementales. Mais dans de nombreux exemples, au lieu d'instaurer des marchés plus justes, elles ont eu pour conséquence de renforcer la position des acteurs les plus puissants, notamment des entreprises transnationales.

¹¹ Pour plus de détails, veuillez consulter : le site du CCFD-Terre Solidaire.org ainsi que CIDSE, Food price crisis highlights the need for real reform in trade and agricultural policies, septembre 2008 et IATP, Turning high prices into an opportunity: what is needed?, juin 2008

¹² Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2008, octobre 2007, p.54.



Indonésie :

Le choix de l'exportation met la sécurité alimentaire en péril

Selon Dwi Astuti de l'ONG indonésienne Bina Desa : « Au fil des ans, le FMI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont favorisé le vote de lois visant à institutionnaliser la libéralisation totale du secteur agricole indonésien. Ils ont procédé par l'intermédiaire de programmes d'ajustement structurel et de lettres d'intention. Le programme NES (Nucleus Estate and Small Holder Scheme) est l'un de ces programmes qui va dans le sens de la libéralisation. Les institutions financières internationales (IFI) ont également contribué à certains projets, tels que le projet d'administration foncière (LAP 1995-2020), qui facilite le processus de mise à disposition des terres au bénéfice de la croissance du chiffre d'affaires à travers le pays [...] ainsi que leur investissement dans les ressources en eau et les projets du secteur de l'irrigation. Aujourd'hui, en raison de la crise alimentaire qui s'est récemment abattue sur le pays et malgré les promesses des IFI d'augmenter la productivité, le pays n'est pas autosuffisant en aliments car la production agricole, à l'exception du riz, est de plus en plus destinée à l'exportation. Les IFI encouragent également les projets liés aux agrocarburants dans le pays. Le gouvernement indonésien a consacré 20 millions d'hectares aux plantations d'agrocarburants. »

Pour plus d'informations, consultez la page du Réseau pour la Souveraineté Alimentaire en Asie Pacifique (APNFS) sur <http://www.apnfs.net/> (APNFS est un partenaire du CCFD-Terre Solidaire)

Le raisonnement qui sous-tend ces politiques était le suivant : le commerce international allait donner naissance à de nouveaux marchés d'exportation, qui allaient à leur tour se traduire par de nouvelles formes de richesses pour les pays exportateurs en voie de développement. On considérait également que les importations bon marché représenteraient la solution idéale pour répondre aux objectifs en termes de sécurité alimentaire. Cette théorie n'a cependant pas survécu à la réalité, dans la mesure où certains pays ont cessé d'investir dans le développement agricole et rural, entraînant alors un déclin de leur capacité de production à long terme. Les petits agriculteurs, incapables d'assurer leur survie en périodes de prix bas, se sont vus contraints d'abandonner l'agriculture et de migrer vers les zones urbaines. Ces réformes politiques ont accru la dépendance des pays les moins avancés (PMA) aux importations alimentaires.¹⁷ Par conséquent, lors de la hausse des prix de 2007/2008, les populations aux maigres revenus se sont retrouvées dans l'incapacité de s'approvisionner en nourriture de base car leur pouvoir d'achat ne parvenait pas à s'aligner sur le prix des importations.

Sénégal :

Augmentation de l'insécurité alimentaire

Au Sénégal, un pays qui importe 60 % de ses besoins céréaliers, la hausse des prix de 2008 s'est fait âprement ressentir. Selon le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), l'organisme cadre des syndicats d'agriculteurs du pays, « la crise alimentaire a frappé de plein fouet le Sénégal par des hausses vertigineuses et généralisées des prix, accompagnées de pénuries fréquentes. En ville comme en campagne, ce sont les ménages les plus pauvres qui ont été le plus durement éprouvés. Le nombre de repas journaliers a diminué dans 33 % des ménages. Le phénomène du Gobar Diassi (préparer un repas et le manger en plusieurs fois) s'est répandu. La qualité nutritionnelle des repas familiaux a baissé dans 22 % des cas. Les dépenses de santé ont chuté considérablement. Les enfants sont retirés de l'école. »

Source : Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux, *Compte-rendu de l'atelier international sur la « crise alimentaire : les voix paysannes vers les voies de la souveraineté alimentaire*, » Dakar, janvier 2009.

¹³ Se reporter, par exemple, au document Greenpeace : Comment l'agriculture peut contribuer à la lutte aux changements climatiques, 2008. Greenpeace traite de toutes les activités liées : outre la production agricole sont mentionnées l'utilisation du sol, les transports, le conditionnement et la transformation.

¹⁴ GIEC, Changement climatique 2007 : rapport de synthèse, novembre 2007

¹⁵ Se reporter à Cordaid, Energy from Agriculture: The Opportunities and Risks of Biofuels for Small producers and their Communities, avril 2009, et Seized: Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière, octobre 2008 : <http://www.grain.org/briefings/?id=212>

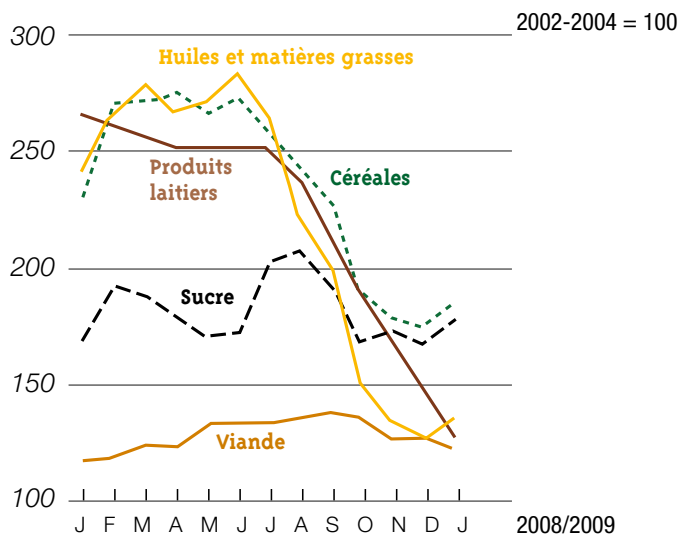
¹⁶ L'ONG indonésienne Sawit Watch estime que « Jusqu'en 2005, les plantations de palmiers à huile occupaient 6,04 millions d'hectares et les programmes de développement régional existants ont attribué 20 millions d'hectares supplémentaires à ce secteur. Le taux de plantation des exploitations de palmiers à huile a atteint le chiffre incroyable de 400 000 hectares par an. »

¹⁷ Rising food prices intensify food insecurity in developing countries, ERS Amber Waves Brief, département de l'Agriculture des Etats-Unis, février 2008

C. Des menaces supplémentaires liées à la récession économique mondiale

En 2007 et 2008, plusieurs décennies de politiques inadéquates sont venues se greffer à la crise financière mondiale et ont contribué à répandre dans une large mesure la crise de la sécurité alimentaire. Lorsque la crise des « subprimes » a fait son apparition à l'été 2007, les spéculateurs se sont soudain désintéressés des actifs financiers à risque pour reverser des sommes sans précédent sur le marché des produits de base, créant par la même occasion une « bulle des prix alimentaires mondiaux »¹⁸, qui a fait gonfler les prix à des niveaux historiques¹⁹. La bulle a éclaté au cours de l'été 2008 et les prix des produits de base se sont subitement effondrés, comme en atteste le graphique ci-dessous.

Index des prix des produits alimentaires de base



Source : FAO, février 2009

Alors que la crise économique mondiale se développe après le crash financier, la sécurité alimentaire mondiale fait l'objet de plus en plus d'inquiétudes. La crise économique mondiale implique :

- Une augmentation de la pauvreté dans les pays en voie de développement en raison de la propagation du chômage, parallèlement à une baisse des dépenses des ménages dans les pays développés, qui se manifeste par une chute des revenus pour les travailleurs migrants et une diminution des salaires. Cette situation impose de nouvelles contraintes sur l'accès à la nourriture.
- Un accès au crédit, notamment au micro-crédit, plus difficile, qui empêche les agriculteurs d'investir afin d'augmenter leur capacité de production.²⁰
- Un désengagement de la part des pays développés face au thème de la pauvreté dans le monde, car ils sont plus occupés à tenter de pallier les conséquences de la crise à l'intérieur de leurs frontières. L'incertitude plane plus que jamais sur le déboursement de l'Aide publique au développement (APD) et les efforts menés pour résoudre la crise financière ont relégué l'agriculture à la dernière place de l'agenda politique mondial.

¹⁸ Von Braun J., Food and financial crises : implications for agriculture and the poor, IFPRI, décembre 2008.

¹⁹ Pour plus de détails sur la manière dont les prix des denrées alimentaires ont été affectés par la spéculation en 2007-2008, se reporter à IATP, Commodities market speculation: the risk to food security and agriculture, novembre 2008.

²⁰ Une consultation récente organisée à Manille par l'organisation membre de la CIDSE Cordaid ainsi que ses partenaires a montré que les institutions microfinancières ont dû revoir à la baisse leurs programmes de croissance en raison des restrictions de crédit imposées par les banques.